

# LES CHRETIENS , LA VIE POLITIQUE, ET LA SOCIETE

Pour le lancement des « SEMAINES SOCIALES DE RUEIL »

Conférence-débat avec Michel CAMDESSUS  
*Gouverneur honoraire de la Banque de France*  
*Ancien Directeur général du Fonds Monétaire International (F.M.I)*  
*Président des Semaines Sociales de France*

*[René Rémond avait accepté l'invitation des nouvelles Semaines Sociales de Rueil pour les accompagner dans leur lancement. Il est hélas décédé peu avant et c'est Michel Camdessus, alors Président des Semaines Sociales de France, qui a accepté de le remplacer.]*

Rueil-Malmaison - 10 mai 2007

Comme le temps est court, je vous demande de ne pas applaudir. Je me dois de remercier et de féliciter très vivement la ville de Rueil pour cette heureuse naissance. Féliciter, Alban Sartori pour cette présidence, que je n'aime pas être qualifiée de temporaire et enfin, pour le travail que vous faites ici.

J'ai une certaine habitude des réunions le soir, après dîner, mais en dépit de cette habitude, je suis tout le temps surpris de voir qu'il y a des gens qui partent de chez eux à cette heure de la douceur familiale pour venir écouter quelqu'un que l'on ne connaît pas ou qui a une sale réputation, pour évoquer des sujets rebattus. C'est un mystère de la vie, mystère qui est un mystère joyeux, mais qui est pour moi un mystère.

Je suis très sensible au fait que tu [Alban] aies évoqué René Rémond. On ne remplace pas René Rémond vous vous en doutez, mais ce que tu as dit m'a rappelé une des dernières choses qu'il m'ait dites entre quatre yeux, c'était juste à la sortie des fêtes de notre centenaire à Lille. (*NDLR Centenaire des Semaines Sociales de France en septembre 2004 à Lille*). Il y avait là 5000 personnes dont 1000 personnes venues des autres pays d'Europe. René Rémond est venu vers moi et m'a dit : « c'est un des grands jours de ma vie, nous avons vu disparaître les Semaines Sociales après le choc des années 68 et suivantes, et ça y est, elles sont revenues là où elles étaient : 5000 personnes réunies pour entendre une parole inspirée de l'Evangile sur les vérités sociales d'aujourd'hui ». C'était clairement un moment de bonheur pour cet homme qui avait un sens extrêmement aigu de ce qu'un rassemblement veut dire, et une certaine capacité exceptionnelle de situer les événements dans leur contexte. Donc, merci d'avoir cité René Rémond. En disant cela je suis persuadé d'être déjà dans ce que j'aurai à vous dire tout à l'heure.

Vous m'avez invité à venir démarrer une discussion sur « *les chrétiens, la vie politique et la société* ». Je vais proposer quelques éléments de réflexion là-dessus. C'est en effet un sujet bien rebattu que celui-là. Il a été tragique par moment, pas seulement au temps des martyrs des II<sup>ème</sup> ou III<sup>ème</sup> siècle. Il ne faut pas oublier que le XX<sup>ème</sup> siècle a été dans l'histoire de l'Eglise le siècle où, de loin, il y eut le plus de gens qui ont été massacrés à cause de leurs convictions chrétiennes. Cela veut dire que même si nous vivons un temps de relations apaisées - « *sereines* » a dit Jean-Paul II - en France entre l'Etat et les chrétiens, c'est une sérénité gagnée certainement, mais dont nul n'ose dire qu'elle annonce une sorte de « *fin de l'histoire* » comme Fukuyama a pu le dire en parlant d'un autre sujet. Alors, on peut évidemment, pour mieux comprendre l'aujourd'hui des relations entre les chrétiens et la vie politique, se demander d'où viennent ces tensions millénaires. Et, puisque nous sommes dans une phase d'apaisement de ces relations, mais que nous sommes dans un monde qui, lui, pour le coup, n'est pas du tout stabilisé, on peut se demander si après tant d'années de chamailleries, les chrétiens et les politiques pourront enfin construire sur cette relation apaisée un

service commun de l'homme, dans ce monde qui ne sait pas très bien où il va, dont la mondialisation apparaît comme une force qui va, mal définie, vers on ne sait quel horizon. Je vous propose de vous parler un peu d'hier, un peu d'aujourd'hui et un peu de demain.

## **Hier**

Hier, c'était il y a 2000 ans. Il y a eu une sorte de coïncidence historique extrêmement troublante : nous sommes dans l'Empire romain, on sort du temps de la république romaine qui était une sorte de république laïque. Il y a un Empereur, Auguste, qui commence sa carrière d'Empereur comme « *princeps* », le premier des Romains et qui la termine comme « *deus* », ce qui veut dire divin. Cela veut dire qu'au passage le pouvoir s'est divinisé. A peu près au même moment, à quelques années près, au cours d'une discussion en Palestine, Jésus laisse tomber en regardant des pièces de monnaie : « *Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

A partir de cet instant, le décor était planté pour l'histoire qui allait suivre : il y aurait une incompatibilité entre ceux qui suivraient ce prophète de Galilée et tout pouvoir qui se voudrait totalisant, un pouvoir qui voudrait régner à la fois sur les corps et sur les âmes. Cela s'est vu tout de suite : l'empire, même sacralisant ses empereurs, a été assez tolérant au début vis à vis des religions étrangères, à condition que ces sujets étrangers se comportent bien, paient leurs impôts et servent, quand il le faut, sous les armes. Les juifs ont assez vite passé un bon accord avec ce pouvoir là. Paul de Tarse s'est prévalu de sa citoyenneté romaine pour qu'on lui assure une sorte « *d'habeas corpus* ». Mais les chrétiens n'ont pas fait ça et dès qu'ils se sont distancés de la communauté juive, dès qu'ils ont marqué leur différence, ils ont été suspects. De la même manière que leur fondateur a dû payer de sa vie le fait qu'il établissait ces deux royaumes (le royaume de César et le sien « *qui n'est pas de ce monde* »), beaucoup de ses fidèles, dans les décennies qui ont suivi, ont payé de leur vie le fait qu'ils ne voulaient pas sacrifier à César.

Cela c'est le début de l'histoire mais c'est aussi 2000 ans d'Histoire, on va y revenir. Il faut donc essayer de comprendre le pourquoi de cette tension entre les uns et les autres, alors que l'Etat est là pour servir le bien commun. Il n'y a pas en principe meilleur citoyen, on le verra tout à l'heure, qu'un chrétien qui disait que sa foi l'amène à se mettre au service des autres. Je crois qu'il y a deux facteurs qu'il faut avoir bien présent à l'esprit : c'est que tout pouvoir politique a au fond de lui-même une ambition totalisante. Elle peut être bien contenue, civilisée, mais elle est quand même de quelque manière toujours là. En face de cette tendance totalisante (je n'ai pas dit totalitaire pour être poli) du pouvoir politique, il y a des sujets politiques, assez mal identifiés finalement que sont les chrétiens. Ce sont des sujets dont le pouvoir a apparemment du mal à savoir après quoi sont-ils en train de courir. Regardons cela d'un peu plus près. Que le pouvoir soit totalisant, on l'a bien vu à l'origine, divinisé quand il le peut. Evidemment au fil de l'histoire, avec la montée progressive des idées démocratiques, le pouvoir va reculer, mais il ne le fait pas très volontiers, et chaque fois qu'il peut regagner un peu du terrain perdu il ne s'en prive pas, y compris au XXème siècle, on l'a vu suffisamment.

Au début, Rome a éliminé par le martyr ceux qui lui résistaient. Plus tard, on verra le pouvoir politique tenter de soumettre les Eglises ou trouver les moyens de se les concilier.

Puisqu'on est à Rueil-Malmaison, on peut penser à Napoléon. Je suis très frappé à la lecture d'un texte de Napoléon parlant de l'Eglise catholique. Il en parle (vous comprendrez pourquoi ceci m'a frappé) un peu comme il parlait de la Banque de France. Je m'explique tout de suite. C'est lui qui a créé la Banque de France, excellente idée, mais il ne la voulait pas indépendante ; et il disait : « *Il faut qu'elle soit dans la main de l'Etat, mais pas trop* ». Sur l'Eglise, il disait à peu près la même chose. Il constatait que la religion est un des grands éléments qui cohésionnent la société. Il disait : « *Jamais d'Etat sans religion, sans culte, sans prêtres, car l'Eglise il faut s'en servir comme d'un moyen social pour réprimer l'anarchie* ». « *Dans la main mais pas trop* »... et au service !).

Il y a d'autres épisodes tout au long de l'Histoire, surtout quand l'Eglise était un peu faible ou complaisante. Il y eut évidemment toutes sortes de tentatives de manipulations, tentatives de se concilier les bonnes grâces de l'Eglise, en attendant d'elle qu'elle se comporte d'une manière qui soit politiquement payante. A d'autres moments, on a vu que lorsque l'idéologie dominante, ou l'état général de l'opinion est plutôt hostile au christianisme, on enjoindra aux chrétiens de rester dans la sphère privée, et ceci on nous (je dis « nous » parce que je suis chrétien et je crois qu'un bon nombre d'entre vous aussi) on nous le dit aujourd'hui même : « *restez dans la sphère privée* ».

Mais ceux qui nous disent ça ne se rendent pas compte qu'ils nous demandent quelque chose d'impossible à accepter parce qu'être chrétien c'est en effet reconnaître son Dieu mais un Dieu que l'on reconnaît d'abord dans son frère ; et si on va à la logique de cette reconnaissance là, rien de ce qui concerne mon frère ne peut m'être étranger. Donc je dois m'exprimer, je dois être présent au cœur de la vie politique. Enfermer un chrétien dans une sphère privée, c'est le mutiler de son identité même. Je sais que cela peut se discuter, on peut concilier, mais au fond des choses, il n'est pas possible à un chrétien qui sait ce qu'il est (entre nous, tous ne le savent pas), de rester enfermé dans sa sphère privée. Et ceci a été vrai dès les premiers jours du christianisme.

Il y a un texte qui me frappe toujours beaucoup, il a un charme particulier parce qu'on ne connaît pas l'auteur, il est ancien, un texte du IIème siècle, qui dit tout cela très, très bien. Cela s'appelle la « Lettre à Diognète ». L'auteur de la lettre décrit pour quelqu'un d'autre ce que sont les chrétiens au IIème siècle. Voilà ce qu'il dit :

*« Ils ne se distinguent des autres hommes ni par leur pays, ni par leur langage, ni par leurs vêtements. Ils n'habitent pas de villes qui leur soient propres. Ils ne se servent pas de quelques dialectes extraordinaires. Leur genre de vie n'a rien de singulier. Ils se répartissent dans les cités grecques et barbares suivant le lot échu à chacun, se conforment aux usages locaux pour les vêtements, la nourriture et la manière de vivre tout en manifestant les lois extraordinaires et vraiment paradoxales de leur république spirituelle. Quelles sont ces lois extraordinaires et paradoxales de leur république spirituelle : ils résident chacun dans sa propre patrie, mais comme s'ils y étaient des étrangers. Ils s'acquittent de tous leurs devoirs de citoyens mais ils supportent toutes les charges comme des étrangers (les étrangers devaient à ce moment là s'acquitter de quelques corvées, et ils s'assimilaient à des étrangers). Toute terre étrangère leur est une patrie et toute patrie, une terre étrangère. Ils se marient comme tout le monde et ils ont des enfants, mais ils n'abandonnent pas leurs nouveaux-nés. Ils partagent tous la même table mais non la même couche. Ils sont dans la chair mais ne vivent pas selon la chair. Ils passent leur vie sur la terre mais sont citoyens de leur ciel. Ils obéissent aux lois établies. Leur manière de vivre l'emporte en perfection sur les lois. Un homme dit : ce que l'âme est pour le corps, les chrétiens le sont dans le monde. »*

IIème siècle... Parfaits citoyens, citoyens comme on en rêve, capables d'intransigeance et d'inviter à l'intransigeance quand il s'agit de leur liberté de pratiquer, c'est-à-dire de vivre et d'exprimer leur foi ; capables d'intransigeance quand il s'agit de l'homme, de sa dignité et de son service.

Ce sont sur ces points là, la liberté de la foi, le service de l'homme et la capacité de s'engager pour lui, qu'il y aura au fil de l'Histoire (ce qui se passe ici et relativement fréquemment, hélas), choc frontal entre ces gens-là et le politique.

Voilà, vous me direz aussi, c'est de l'histoire ancienne : Diognète, IIème siècle ! Mais non, pas du tout ! Voyons au XXème siècle.

Dès qu'un pouvoir totalisant s'affirme, il y aura toujours quelque chrétien complaisant ou trop prudent qui dira : « *voyons, attendons, peut-être qu'il va évoluer dans le bon sens* ». Mais vous aurez tout de suite, souvent des prophètes pour dire : « *attention, ceci n'est pas possible* ». Tu citais, Alban, tout à l'heure le Pasteur Bonhoeffer, cet homme tout jeune lorsqu'il a été pendu puisqu'il avait 38 ans.

Cet homme, deux jours après l'avènement d'Hitler (il avait 27 ans), était un jeune pasteur de l'Eglise Réformée. Il a fait une intervention radiodiffusée (mais bien évidemment elle n'est pas

passée à la radio) pour mettre en garde ses frères chrétiens et en particulier luthériens contre le risque qu'Hitler « *déifie sa fonction* », je le cite, « *en une caricature de Dieu* ».

Alors, évidemment au même moment, fidèle à une tradition assez forte de l'Eglise Luthérienne allemande de respect du prince allemand, l'Eglise officielle a hésité. Mais, avec un certain nombre d'autres, il a quand même contribué à créer l'Eglise confessante qui dans une création de mai 1934 a parfaitement mis au clair que : « *tout pouvoir qui cherche à s'emparer des âmes, tout pouvoir qui bafoue les libertés individuelles* » et évidemment « *qui s'engage sur le chemin de l'antisémitisme est un pouvoir qui doit être condamné* ».

Ils le paieront cher, la plupart d'entre eux finiront dans des camps de concentration et Bonhoeffer sera pendu en avril 1945. Ce n'est pas une exception et on a vu cela en bien d'autres endroits...

Mais cette tendance du pouvoir à ne pas laisser s'exprimer les revendications spirituelles ou les affirmations sociales provenant d'une aspiration spirituelle, est constante. Et, quand un évêque en France en 2006 rappellera les devoirs de l'Etat à l'égard des immigrés, on lui demandera de « *s'occuper de ses oignons* ». Et quand notre ami Mgr de Béranger exposera quelques principes de base de l'enseignement social chrétien, il sera traité par un homme politique bien connu « *d'évêque communiste* ». Vous voyez qu'il y a une revendication, qui vient de droite, de gauche, qui vient d'un peu partout, qui considère que finalement ce serait tellement commode si les chrétiens restaient dans leur sphère privée.

Mais voilà, je crois que j'en ai dit assez pour qu'il soit bien clair qu'être chrétien c'est un appel à construire un royaume qui soit, par des gestes de construction de ce monde, des gestes pour l'établissement de la justice et de la paix, une annonce de ce que sera le Royaume de la vie future. Il y aura donc toujours cet antagonisme présent qui n'aura pas besoin de se manifester en permanence. Il arrive que des dirigeants politiques soient raisonnables, il arrive même qu'ils soient chrétiens et qu'étant chrétiens, ils se conduisent comme chrétiens. Mais il y a toujours latent ce risque d'une confrontation chaque fois qu'il s'agit de la liberté des hommes et de leur dignité fondamentale.

Alors, méditant cette histoire, l'Eglise a évidemment établi toute une doctrine pour guider les chrétiens dans la vie politique.

Je sais que vous avez médité et travaillé cela, je n'ai donc pas besoin d'y revenir longuement. On reconnaît bien les grands axes de cette pensée, les exigences de la liberté, les principes d'autonomie de l'Eglise et de l'Etat, chacun dans sa sphère propre. Le christianisme, ne l'oublions jamais, a créé la laïcité de l'Etat ; séparation qui n'exclut pas leur collaboration au service des hommes, précisément. Mais dans cette doctrine, il y a une invitation à l'autorité publique à ne se laisser guider que par la loi morale et les valeurs humaines essentielles.

Elle va jusqu'à affirmer que ces valeurs là sont innées, qu'elles découlent de la vérité même de l'être humain. Elles sont là pour exprimer et protéger la dignité de la personne. Ce sont des valeurs, il est important de le dire, qu'aucune personne (aucun « Führer »), aucune majorité, même démocratiquement élue, ne pourra jamais modifier ou abolir.

La démocratie que nous aimons et révérons tous, pour laquelle nous serions prêts à beaucoup de sacrifices n'a pas le droit, à quelque majorité que ce soit, de s'écarter de ces valeurs innées. Et, autre principe qui découle de cette expérience, de cette sagesse que les chrétiens finalement ont élaborées au cours des temps, c'est l'éminente dignité de l'Etat, dans la mesure où il est au service du bien commun. Mais il y a un revers de la médaille : si le pouvoir politique trahit sa face spécifique, qui est le service du bien commun, il se délégitime. Ces principes là mettent tout le temps un citoyen chrétien en situation de vigilance : il doit veiller à ce que le pouvoir serve le bien commun. Ceci a donné lieu à cette longue histoire sur laquelle je me suis peut-être trop appesanti.

### **Où en sommes-nous aujourd'hui ?**

Nous vivons un temps d'apaisement, mais il faut quand même savoir que les potentialités de heurts demeurent. J'ai dit apaisement, et je vais dire une chose sur laquelle je ne voudrais pas que vous voyiez une relation de cause à effet. Il se trouve que nous vivons en ce moment une période de l'Histoire où à la fois l'Eglise et le politique ont perdu de leur superbe. L'un et l'autre sont en crise,

ou saisis parfois par le doute. Mais, je le dis tout de suite, s'il y a apaisement ce n'est pas parce qu'ils sont affaiblis, c'est une coïncidence.

Arrêtons-nous un instant à ces doutes de l'un et de l'autre.

Je cite un texte de Pierre Rosenvallon qui est un des observateurs les plus aiguisés de la scène politique française actuellement. Que dit-il ? : « *L'irruption d'un nouvel âge politique ajouté à la mondialisation, à la panne intellectuelle de la gauche (c'est un homme de gauche qui parle), à la crise du langage politique, tout cela se conjugue pour que le citoyen soit en attente d'une redéfinition de la place du politique dans la société. Tout cela fait que les perplexités du citoyen sont plus fortes que ses certitudes* ».

Crise de la vie politique ? En méditant un peu ce que nous venons de vivre au cours des 6 derniers mois, on pourrait trouver beaucoup d'exemples de ce que je viens de dire.

Mais en face de cela, les chrétiens ne sont pas spécialement flambards et j'ai sous les yeux une analyse de René Rémond précisément. Que disait-il ? : « *Les chrétiens aujourd'hui sont saisis de plusieurs peurs, (il en citait 4 et je crois bien qu'il en a rajouté une cinquième), une sorte de fascination spirituelle pour le déclin, pour la faiblesse et la peur qui s'ensuit, une peur aussi devant les fautes de l'histoire et les zones d'ombre du passé* ».

Il est bien vrai que les chrétiens n'ont pas toujours été très à la hauteur, ne se sont pas toujours montrés très bons chrétiens.

Ils « ont perdu la classe ouvrière » parce qu'ils ne s'étaient pas rendus compte à temps qu'il y avait des obligations sociales pour un chrétien. Puis, nous avons vu que bon nombre d'entre eux n'avaient pas été aussi visionnaires (c'est le moins que l'on puisse dire) que Bonhoeffer en France. S'il n'y avait pas eu quelqu'un qui avait un grand talent diplomatique et qui est devenu Jean XXIII, il y aurait eu une très sévère épuration de l'épiscopat français parce qu'il avait été plutôt pétainiste qu'autre chose entre 1940 et 1944.

Après cela il y a eu un grand et puissant mouvement qui se voulait d'inspiration chrétienne, mais qui a été nul, qui n'a rien compris au film quand il s'est agi de la décolonisation. Il a voté la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie dans le régime. On comprend donc que les chrétiens hésitent, compte tenu de ce passé là, à être flambards en politique. Je ne le souhaite pas d'ailleurs, mais enfin il faut savoir qu'il y a cette peur là.

Puis troisième peur, devenus minoritaires « *tout se passe (je cite toujours René Rémond) comme si les chrétiens craignent le contact avec un monde qu'ils jugent hostile et y préfèrent le repli sur leur propre identité* ». Enfin « *le refus, par manque de préparation intellectuelle souvent* ». Là il y a une petite sonnette qui devrait retentir pour nous : il y a une mission à préparer les chrétiens à leurs responsabilités civiques : crainte de confronter leur foi et l'intelligence, leur foi et la raison dans un débat avec le reste de la société.

La quatrième ou la cinquième peur que l'on trouve trop souvent chez les chrétiens dans leur identité citoyenne : c'est « *la peur de se salir les mains* ». Nous vivons tellement dans cet univers du « *tous pourris* », dans un univers où la politique est constamment, injustement, critiquée, vilipendée, soupçonnée, que les chrétiens prêts à s'engager dans l'humanitaire, dans le social, hésitent très souvent à franchir le pas de l'engagement politique. Les papes leur disent que l'engagement politique « *est la forme suprême de la charité* », mais ce pas là, ils hésitent encore à le franchir comme s'ils voulaient arriver chez Saint Pierre en montrant que leurs mains sont propres, mais sans se douter que Saint Pierre leur demandera ce qu'ils ont fait de leur mains !

Voilà, un pouvoir faible, un pouvoir politique traversé par le doute et des chrétiens eux-mêmes qui hésitent devant l'engagement militant.

Alors heureusement, il se trouve que nous vivons un moment où les relations entre les chrétiens et la société, la politique en quelque sorte, sont globalement apaisées. Ici, il faut évidemment signaler, souligner la gestion très intelligente pendant tout le XXème siècle de la loi de 1905, qui au départ était une loi de combat contre l'Eglise et sera en prise sur la société et qui, finalement, a été le cadre dans lequel ces relations se sont apaisées. On a pu célébrer, il y a un an et demi, le centenaire de cette loi et tout le monde s'en est félicité. Il y a eu une admirable déclaration du gouvernement et le

pape Jean-Paul II a publié un très important document exprimant son appréciation pour cette laïcité sereine.

Mais, sans mâcher ses mots, disons qu'elle serait encore plus riche pour la société si les chrétiens s'engageaient davantage dans la vie politique.

Un autre exemple de cet apaisement c'est dans la campagne présidentielle que nous venons de vivre. Elle n'a donné lieu à aucune polémique sur des thèmes à connotations religieuses. Les chrétiens ont milité sans complexes à droite, à gauche, au centre, parfois un peu trop aux extrêmes, mais ça, c'est mon point de vue de citoyen. Et vous avez tous regardé, j'imagine, la grande finale entre les deux candidats. Il aura fallu attendre deux heures pour entendre prononcer le mot de « *laïcité* »... mais il s'agissait de la Turquie, pas de la France. Donc, oui, apaisement : en plus pendant toute cette campagne, les chrétiens ont fait entendre leur voix fortement, nettement :

Il y a eu un très beau document des Evêques de France sur le thème « *qu'as-tu fait de ton frère ?* », la célèbre interpellation du Seigneur à Caïn, et à partir de là, vous catholiques français, qu'êtes-vous prêts à faire avec et pour vos frères inhérent à aux principales préoccupations de l'Eglise de France concernant la famille, concernant les plus pauvres dans la société, concernant les immigrés et l'engagement que l'on devrait avoir dans l'Europe et pour la paix dans le monde.

Et puis des quantités de mouvements chrétiens ont fait entendre leur voix. Je veux dire que j'ai été très heureux de la très riche réponse que les équipes des Semaines Sociales de France ont faites à la demande que nous leur avons exprimée pour préparer précisément cette élection présidentielle ; nous avons interrogé toutes nos équipes sur : « *qu'est-ce qu'une société juste ?* ». J'imagine que vos équipes ont répondu à ce questionnaire là. Nous avons reçu des réponses venant de 600 équipes à travers la France et nous avons essayé de faire passer toutes « *ces propositions sur une société juste* » à travers une tour de distillation fractionnée,. On en a tiré « *douze propositions clés* » sur lesquelles nous avons évidemment interpellé les quatre principaux candidats. Trois d'entre eux sont d'ailleurs venus, (certains d'entre vous y étaient), à notre réunion à la Défense en novembre dernier et un grand débat a continué sur le Web à partir de ce questionnement là. Alors on pourra parler tout à l'heure des 12 principales propositions que nous avons dégagées, mais elles mettent bien le doigt sur les points où la société, dans notre pays, est injuste et ne répond pas à cet idéal de justice qui est inhérent au christianisme. Les suggestions qui ont été faites ne l'ont pas été pour essayer de rendre notre société « *non pas juste* », mais « *en tout cas plus juste* ».

Ceci est pour moi une occasion dire combien je me réjouis que vous vous organisiez ici et que vous inventiez d'autres dimensions de ce travail de chrétien dans la cité.

Mais tout ne va pas pourtant aussi sereinement et idéalement qu'on peut le penser. On sent qu'il y a des questions qui sont là et devant lesquelles on est tout prêt à se raidir. Pour faire bref, je n'en cite qu'une : quand il s'est agi de rédiger la Constitution pour l'Europe qui a été refusée, la question a été posée de savoir si on dirait que l'Europe a des racines religieuses, on pouvait même dire des racines chrétiennes. C'est un fait d'évidence massive. Cela ne veut pas dire qu'il faut que les gens soient chrétiens ; simplement quand on est Européen, on doit reconnaître les valeurs que l'on porte, que cette Europe là est née du christianisme. Et bien le Président de la République et son 1<sup>er</sup> ministre, Mr Chirac et Mr Jospin, se sont battus comme des diables dans un bénitier, c'est le cas de le dire, à Bruxelles pour que cette mention du religieux, du spirituel soit supprimée et l'on a trouvé une formule alambiquée. Alors l'Eglise a réagi et Jean-Paul II qui vous expliquait que la Pologne qui se savait profondément chrétienne, elle, a été capable finalement d'abattre le totalitarisme, a réagi très violemment contre cette attitude de notre pays et de la Belgique. D'autres gens ont dit, « *mais l'Eglise est bien nominaliste, pourquoi exiger cette évidence, c'est faire mention de quelque chose qui est évident ?* ». D'autres pensaient que d'ailleurs ce n'était pas tellement brillant, comme l'Amérique, par exemple, d'écrire sur les billets de banque « *in God we trust* » (en Dieu je me confie) et de partir la fleur au fusil faire la guerre en Irak. Finalement il vaut mieux ne pas parler du Bon Dieu quand on fait des choses pareilles.

Nous autres chrétiens, si nous voulons être reconnus comme chrétiens, et bien faisons ce que le Christ a fait à Emmaüs : faisons-nous reconnaître au partage du pain et tout ira très bien. On

pourrait s'en tenir là. Mais il y a quand même un problème dans ce malaise, dans cette réticence à reconnaître d'où nous venons, parce car quiconque, tout pays qui ne reconnaît pas son origine va être finalement en difficulté pour assumer son avenir. Nous devons donc réfléchir à ça. Bien sûr je ne propose pas de partir en guerre pour cela, Néanmoins, au moment où on parle si souvent du devoir de mémoire, (bien que la repentance soit désormais plutôt mal vue), on peut difficilement vanter le devoir de mémoire et ne pas s'assumer tels que nous sommes.

Alors, relation sereine, apaisée, mais néanmoins une situation dans laquelle il y a encore des questions qui fâchent, qui peuvent fâcher, et enfin une situation de société, de vie politique et dans laquelle nous ne sommes pas assez présents comme citoyen.

A partir de là, qu'est-ce qu'on peut faire, vers quoi pouvons-nous aller ?

Comment à partir de cette relation à peu près apaisée entre les chrétiens et la vie politique, comment dans ce nouveau contexte essayer de construire un service commun de l'homme entre les politiques et les chrétiens ? Etant entendu que nous parlons en 2007, à un moment où le monde évolue à toute allure, que la mondialisation nous embarque. Contrairement à ce qui s'est passé pendant la campagne des présidentielles, les questions doivent être vues dans leur dimension mondiale et pas seulement étroitement dans le contexte franco-français. Devant cet environnement devant lequel nous sommes, devant cette mondialisation qui est tellement riche de promesse d'un certain côté, mais tellement menaçante de l'autre avec, en plus, des menaces d'instabilité, d'accroissement des inégalités, d'écrasement culturel des différences entre les uns et les autres, ces menaces de choc de civilisations aussi, qui sont là, ces risques d'intolérance d'un côté, de communautarisme de l'autre, Comment réagir ?

Ce qui est préoccupant c'est que nous sortons de la campagne présidentielle : vous avez vu que ce type de question a été totalement laissé de côté et qu'il y a un grand risque pour que nous partions pour un tour de plus de la même manière que lorsqu'il s'agissait de l'Europe. Au cours des 30 dernières années il y avait un double discours : à Bruxelles on était hyper européen, mais rentrant chez nous on était hyper protectionniste ; de la même manière il y a un grand risque pour que ceux qui nous dirigent continuent à nous tenir un discours : « *c'est la mondialisation, protégeons-nous, dressons nos défenses* », quitte après ça à faire les seules choses que l'on peut faire dans un monde dont les forces mondialisantes sont évidemment extrêmement fortes.

Dans cette situation là de si grande indétermination face à l'avenir du monde, qu'est-ce qui se passe ? On voit qu'il n'y a pas de doctrine forte dans les différentes forces politiques, sauf ceux qui rejettent carrément la mondialisation et se comportent comme si l'on pouvait l'arrêter. Ce qui me frappe en revanche (et nous devrions travailler là-dessus), c'est que les chrétiens ont quelque chose à dire ; et ayant parcouru 130 ou 140 pays pendant ces 13 années où j'ai exercé des fonctions internationales, ayant eu à discuter avec les dirigeants de ces pays « *où va le monde ?* », je me suis rendu compte avec une grande force d'évidence que finalement le message chrétien sur le monde et sur l'avenir est une des réponses et, je crois la plus convaincante et la plus cohérente, pour essayer à partir de ces forces qui vont dans tous les sens, de construire un monde pour l'homme.

Je vous dis là ma conviction la plus forte et testée avec d'innombrables interlocuteurs.

Je le dis avec d'autant plus de conviction que lorsque je m'interroge, et cette question vous vous l'êtes posée aussi, sur ce qui a fait cette extraordinaire popularité de Jean-Paul II : c'est probablement parce que le monde, et je parle du monde non chrétien, sentait que cet homme-là avait des choses à dire pour le monde, avait une foi en dehors même du message religieux, il savait dans quelle direction le monde pouvait aller pour survivre à toutes les tensions actuelles.

Je crois que nous devons en tant que chrétiens à cet égard nous assumer plus fortement encore. Je crois que nous avons à partager avec le monde une vision et une dimension nouvelles de la citoyenneté. Cette vision, c'est tout simplement que au moment où le monde se resserre sur lui-même, au moment même où il touche de plus en plus ses limites, le fait que l'on touche nos limites est pour quelque chose dans les angoisses que l'on ressent devant la mondialisation. Dans ce monde qui s'unifie, **le message chrétien c'est un message de fraternité**. C'est un message entièrement construit sur le fait qu'il y a un Père et des frères. Que l'on élabore un peu cette fraternité, ce principe de fraternité face aux problèmes du monde aujourd'hui, vous aboutissez en effet aux

solutions que le monde cherche : à l'affrontement du nord et du sud, aux problèmes d'environnement.

Nous risquons tous d'être un jour sévèrement atteints si nous ne changeons radicalement nos modes de vie dans un esprit de fraternité, en nous souvenant que nous, ceux du nord, sommes ceux qui polluons ; ceux qui vont en souffrir le plus sont ceux du sud, que nous laissons dans leur misère. Nous avons le principe de base face au problème de la mondialisation : là où le monde a tendance à se « babelliser », à s'uniformiser, à effacer les différences des uns et des autres, à accepter une sorte de loi d'Erin des marchés, nous avons la réponse de la Pentecôte et de la fraternité. Aussi, nous pouvons apporter au monde ces dimensions nouvelles de la citoyenneté dont le monde a besoin.

Il est bien clair que lorsque le monde s'unifie comme il est en train de le faire, nous ne pouvons pas seulement rester des citoyens de Rueil-Malmaison ou de Bayonne. Nous sommes évidemment les citoyens de notre pays, mais nous sommes aussi des citoyens de l'Europe parce que c'est là que se joue en ce moment notre destin, notre législation, notre « être au monde », mais nous devons être aussi promoteurs d'une démocratie mondiale parce que les problèmes sont de plus en plus des problèmes à géométrie mondiale que l'Etat nation, que l'Europe même toute seule, ne peut pas affronter. Disons que nous devons être promoteurs de ce que déjà en 1960 le bon Jean XXIII demandait avec beaucoup de force : « *une autorité publique à compétence universelle* », des Nations Unies renforcées en quelque sorte pour traiter à ce niveau là des problèmes qui n'ont pas de solution, ni au niveau européen, ni au niveau de la nation. Et notre mode de vie comme citoyen doit être non pas une sorte de cosmopolitisme, d'ouverture sympathique et touristique au monde en quelque sorte, mais une réconciliation en profondeur entre nos trois appartenances à notre pays, à l'Europe, et au Monde. Là, le message qui vient nous le demande et il est une réponse à beaucoup des inquiétudes de notre temps.

Comment faire pour que les chrétiens se conduisent comme ça ?

Il y a deux choses qui sont indispensables :

- la première, que les chrétiens le sachent eux-mêmes et qu'ils sachent à quoi leur foi et leur religion les appellent. **Et là nous devons nous former** : nous n'avons pas le droit d'être des citoyens seulement allant à la messe de temps en temps, faisant la charité, s'engageant dans de bonnes causes humanitaires. **Nous devons être des citoyens au sens plein de ce mot, et pas seulement dans notre dimension locale, mais universelle. Pour ça nous devons nous former, débattre et être prêts à débattre avec ceux qui ne croient pas comme nous. Et c'est là que je me réjouis déjà que vous n'ayez pas attendu ce que je vous dis si mal pour vous engager dans cette réflexion.** Nous devons nous préparer à être des citoyens au sens plein du mot.

- mais nous devons, dans le même souffle, travailler à la réhabilitation du politique.

Notre pays et bien d'autres d'ailleurs, (mais ce problème est particulièrement aigu chez nous), notre pays souffre de l'état de dénigrement dans lequel la vie politique est injustement classée. Nous devons relever un petit peu le nez du guidon, regarder les réalités, voir les énormes responsabilités que nous plaçons sur le dos de nos élus. Nous devons faire en sorte que lorsqu'on nous consulte on ne nous demande pas seulement « qu'est-ce que vous voulez ? Qu'est-ce que je peux faire pour vous ? ».